Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

2023
Janvier - Mars

FAO Haiti

Bulletin d'information

Sommaire

1. Lancement du rapport : “Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Amérique latine et dans les Caraïbes 2022”.

2. Le Ministère de l’Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), l’Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement (AECID) et l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) soutiennent l’alimentation scolaire durable à partir d’aliments locaux dans le Sud’ Est.

3. Soutien de la FAO à la production de semences de qualité en Haïti : Approches des Groupes de production Artisanale de Semences (GPAS).

4. L’approche des « clubs Dimitra » et des Caisses de résilience de la FAO en Haïti.

5. La FAO et le Ministère de l’Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), s’engagent dans la lutte contre la Peste Porcine Africaine (PPA) en Haïti.

6. La FAO, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Ministère de l’Environnement (MdE) unissent leurs efforts pour la gestion durable des paysages de production boisés pour la conservation de la biodiversité dans les départements du Nord, du Nord’ Est et de l’Artibonite.

Rubrique évènements

7. Rencontre avec le Ministre de l’Environnement.

8. 2023 : Année internationale du Mil.

9. Participation de la FAO au lancement par le Premier Ministre du Sous-Programme sectoriel d’appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

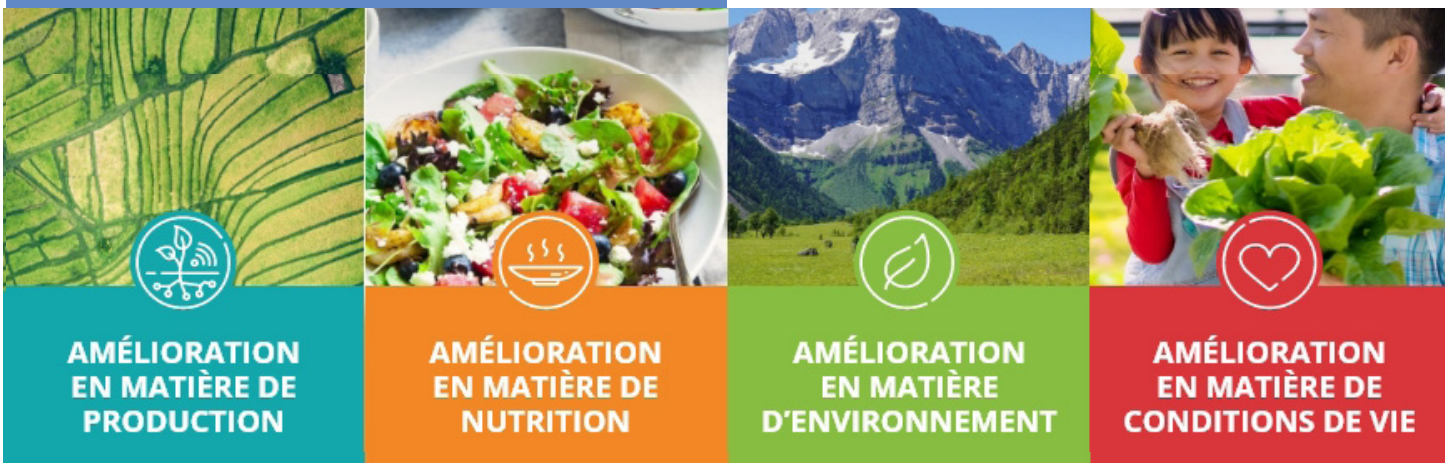
10. Restitution de l’étude “Nexus entre l’instabilité et l’insécurité alimentaire en Haïti”.

11. Journée Internationale de la femme : La FAO répond présent.

À PROPOS DE LA FAO

L’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) est une agence spécialisée des Nations Unies présente en Haïti depuis 1978. Elle vient en appui au Gouvernement haïtien à travers une coopération technique en matière de politiques et stratégies de développement agricole, d’amélioration de la sécurité alimentaire et de la résilience des ménages face aux crises alimentaires, aux désastres naturels et changements climatiques.

Certaines photos dans le bulletin ont été prises avant la pandémie de Covid-1



Mots du Représentant

La Représentation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en Haïti a le plaisir de mettre à votre disposition son bulletin d'information qui s'adresse en particulier à nos partenaires techniques et financiers et au public en général. Il a pour but de présenter le récapitulatif des principales activités entreprises par la FAO durant la période allant de janvier à mars 2023 dans les différentes régions du pays où son personnel technique intervient en appui aux efforts du Gouvernement haïtien.

Cette année qui commence est déjà le témoin de défis complexes tant sur le plan international que sur le plan national : que ce soit avec la guerre en Ukraine qui continue d'impacter nos vies à travers ses retombées sociales et économiques notamment dans les pays en voie de développement, l'augmentation des prix des denrées alimentaires particulièrement dans l'Amérique latine et les Caraïbes et bien sûr les violences de diverses origines, la crise climatique pour ne citer que cela.

Le rapport sur ''L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde'', publié en 2022, révèle que la faim a affecté 828 millions de personnes en 2021, soit environ 46 millions de plus qu'en 2020 et 150 millions de plus qu'en 2019. Plus de 50 millions de personnes en ont souffert en 2021 en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Selon l'« Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Amérique latine et dans les Caraïbes 2022», un rapport publié en janvier 2023 qui présente des informations et des données actualisées sur le coût et l'accessibilité d'une alimentation saine dans la région, 22,5 pour cent de la population d'Amérique latine et des Caraïbes n'a pas les moyens de se nourrir sainement. Il indique que le coût moyen journalier d'une alimentation saine est plus élevé en Amérique latine et dans les Caraïbes que dans le reste du monde. Ce coût est en effet à 3,89 dollars des Etats Unis par personne et par jour dans la région contre 3,54 dollars à l'échelle mondiale.

En Haïti, selon la dernière évaluation du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), réalisée par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) et publié en mars 2023, il a été estimé que 49 pour cent de la population (4.9 millions de personnes) se trouvent en situation d'insécurité alimentaire, soit près de la moitié de la popula¬tion, ont besoin d'une action humanitaire urgente.

Le Gouvernement d'Haïti considère que l'alimentation scolaire est à l'intersection de deux secteurs prioritaires du développement économique et sociale, l'éducation et l'agriculture. La FAO en appui au Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), avec le financement de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) implémente des activités d'alimentation scolaire dans le département du Sud 'Est.

La FAO, en collaboration avec le Service National Semencier (SNS) renforce les capacités des Groupements de Production Artisanale de Semences (GPAS) pour la production de semences de qualité en vue de permettre aux agriculteurs d'avoir accès à une gamme

diversifiée de semences pouvant soutenir leurs moyens de subsistance et contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Dans le cadre du renforcement des activités communautaires ayant un impact sur le secteur agricole dans le département du Nord 'Est, la FAO appui les efforts du MARNDR à travers les clubs Dimitra et « les Caisses de résilience ». Cette approche novatrice est mise en œuvre au niveau du projet intitulé « Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcement de la résilience des populations vulnérables du département du Nord-Est », financé par l'Union Européenne.

La FAO supporte le MARNDR dans l'implémentation du Plan national d'éradication et de lutte contre la Peste Porcine Africaine (PPA), à travers la mise en œuvre des actions, financées par le Bureau pour l'assistance humanitaire (Bureau for Humanitarian Assistance en anglais, BHA), une branche de l'agence américaine pour le développement international (U.S. Agency for International Development, USAID), relatives à la protection des moyens d'existence ; la communication sur les risques et le renforcement des capacités des parties prenantes.

Le Ministère de l'Environnement (MdE) et la FAO ont procédé au lancement opérationnel du projet « gestion durable des paysages de production boisés » dans les départements du Nord et du Nord 'Est pour la conservation et la restauration de la biodiversité dans les zones qui seront touchées par ce projet.

Au nom de la FAO, je voudrais remercier chaleureusement tous les partenaires techniques et financiers de leur confiance sans cesse renouvelée, et pour les ressources mises à la disposition de l'Organisation qui ont permis la réalisation des activités présentées dans ce Bulletin d'information, pour le bénéfice de la population d'Haiti.

Nous continuerons à vous tenir informés de l'impact des initiatives de la FAO en matière de politiques, stratégies et programmes d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de développement agricole et gestion durable des ressources naturelles, de la protection et conservation de l'environnement et du renforcement de la résilience des ménages face aux crises alimentaires, aux désastres naturels et changements climatiques.

Bonne lecture !

M. José Luis FERNÁNDEZ,
Représentant de la FAO en Haiti

Transaction financiére dans un marché de fruit de mer

1 Lancement du rapport : “Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Amérique latine et dans les Caraïbes 2022”.

Lancé en début d’année, l’« Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Amérique latine et dans les Caraïbes 2022 [1]» , est une publication conjointe de l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA), de l’Organisation panaméricaine de la Santé/Organisation mondiale de la Santé (OPS/OMS), du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Fonds des Nations Unies pour l’enfance (UNICEF). Ce rapport, qui couvre l’année 2021, présente entres autres, des informations et des données actualisées sur le coût et l’accessibilité d’une alimentation saine.

Offrant une vision globale sur la question de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la région, le rapport révèle que 22,5 pour cent de la population d’Amérique latine et des Caraïbes n’a pas les moyens de se nourrir sainement. Il indique que 131,3 millions d’habitants dans la région ne pouvaient pas se permettre une alimentation saine en 2020. Il s’agit là d’une augmentation de 8 millions par rapport à 2019, qui s’explique par le fait que le coût moyen journalier d’une alimentation saine est plus élevé en Amérique latine et dans les Caraïbes que dans le reste du monde. Ce coût est en effet à 3,89 dollars des Etats Unis par personne et par jour dans la région contre 3,54 dollars à l’échelle mondiale.

Dans la région, le rapport souligne que : « La plus grande quantité des personnes touchées par la faim dans les Caraïbes se trouvent en Haïti. Entre 2019 et 2021, près de la moitié de la population haïtienne (47,2 pour cent), environ 5,4 millions de personnes, étaient sous-alimentées. » Ce problème est associé à différents

1 Food security and nutrition in Latin America and the Caribbean regional overview of towards im-proving affordability of healthy diets en anglais

indicateurs socioéconomiques et nutritionnels. Au niveau mondial, selon le: « Global report on food analyses 2022 » publié en septembre 2022, huit pays ont au moins 30 pour cent de leur population analysée en insécurité alimentaire sévère, phase trois du Cadre intégré de la classification de la sécurité alimentaire (IPC[2]) en 2022 ; Haiti est classée en cinquième position après le Soudan du Sud, le Yemen, l'Afghanistan et la République centrafricaine.

L'« Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Amérique latine et dans les Caraïbes » montre aussi que l'augmentation des prix alimentaires mondiaux depuis 2020, aggravée depuis le début du conflit en Ukraine, ainsi qu'une inflation alimentaire régionale supérieure à la moyenne mondiale ont rendu l'accès à une alimentation saine encore plus difficile dans la région. Le document comprend également des recommandations basées sur des données factuelles et une analyse des politiques qui sont déjà menées pour améliorer la disponibilité et l'accessibilité des aliments nutritifs.

« Aucune politique ne peut à elle seule apporter la solution à ce problème. Les mécanismes de coordination nationaux et régionaux doivent être renforcés pour lutter contre la faim et la malnutrition », a déclaré Mario Lubetkin, Assistant Directeur-Général de la FAO et Représentant régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes lors du lancement du rapport en janvier de cette année à Santiago au Chili.

«Pour contribuer à l'accessibilité d'une alimentation saine, il est nécessaire de : créer des incitations à la diversification de la production d'aliments nutritifs en visant principalement l'agriculture familiale et les petits producteurs ; prendre des mesures en faveur de la transparence des prix de ces aliments sur les marchés et dans les échanges ; ainsi que de mettre en place des initiatives qui soient par exemple axées sur les transferts monétaires et l'amélioration des repas scolaires», a-t-il ajouté.

Les politiques visant les échanges et le marché peuvent jouer un rôle clé dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition. En effet, une transparence et une efficacité accrues réduisent l'incertitude et améliorent la prévisibilité et la stabilité du commerce agroalimentaire interrégional.

« Nous parlons de la région du monde où se nourrir sainement coûte le plus cher, ce qui pèse avant tout sur les populations vulnérables, petits exploitants agricoles, femmes rurales et populations autochtones et d'ascendance africaine, qui consacrent un pourcentage plus élevé de leurs revenus aux achats alimentaires », a déclaré Rossana Polastri, Directrice régionale du FIDA lors du lancement. « Pour renverser cette situation, nous devons promouvoir des solutions innovantes qui permettent de diversifier la production et d'augmenter l'offre d'aliments sains tout en améliorant l'accès des petits producteurs aux marchés et aux aliments de qualité, notamment des solutions numériques qui font le lien entre l'offre et la demande. »

Le rapport relate également la réussite de certains programmes de protection sociale prenant en compte la question de la nutrition, et sur le rôle essentiel de ces programmes pour l'alimentation des populations les plus vulnérables, en particulier en période de crise.

« L'insécurité alimentaire va continuer à augmenter en raison de la crise des prix des denrées alimentaires et de l'énergie provoquée par le conflit en Ukraine et les répercussions de la covid-19 », a déclaré Lola Castro, Directrice régionale du PAM. « Nous devons agir maintenant, mais comment ? En aidant les États à élargir la protection sociale, car la pandémie a démontré une nouvelle fois que la protection sociale était utile pour améliorer l'accessibilité d'une alimentation saine et éviter que des crises comme celle-ci ne frappent encore plus durement les populations. »

D'autres politiques alimentaires telles que : l'étiquetage nutritionnel ; l'octroi de subventions en faveur des aliments nutritifs ; et la taxation des aliments mauvais pour la santé ou non nutritifs, qui ne contribuent pas à une alimentation saine, si elles sont bien conçues, peuvent améliorer l'accessibilité des aliments sains et prévenir l'apparition de maladies handicapantes liées au surpoids et à l'obésité. Se prononçant sur la question Carissa F. Etienne, Directrice de l'Organisation Panaméricaine de la Santé (OPS) a déclaré :

« Nous devons redoubler d'efforts pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes en promouvant des politiques publiques visant à : créer des environnements alimentaires sains ; éliminer les acides gras trans industriels ; mettre en place des avertissements sur le devant des emballages ; réglementer la publicité des aliments mauvais pour la santé ; taxer les boissons

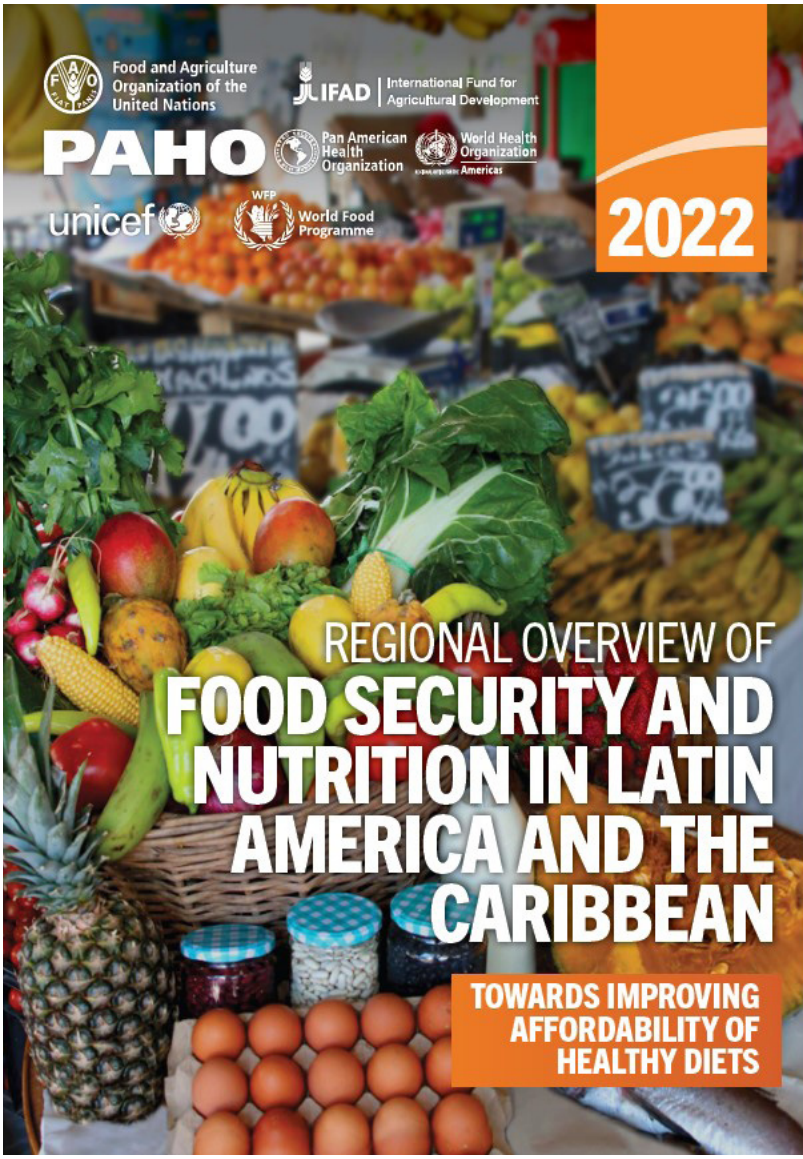
2 Comprendre les échelles de l'IPC https://bit.ly/3FvalhY

sucrées ; et à soutenir l'alimentation saine et l'activité physique dans les écoles ». Madame Etienne rappelle que : « Comprendre les facteurs à l'origine des mauvaises habitudes alimentaires est essentiel pour trouver des solutions et faire en sorte que tout le monde dans la région puisse accéder à une alimentation saine ».

Par exemple, dans les pays où les niveaux de pauvreté et d'inégalité sont plus élevés, la population a tendance à avoir plus de difficultés à se nourrir sainement. Cette situation est directement associée à une prévalence plus élevée de la faim, de la malnutrition chronique chez les enfants et de l'anémie chez les femmes âgées de 15 à 49 ans.

« Pour que les enfants grandissent en bonne santé, il est urgent d'assurer la disponibilité d'aliments nutritifs à des prix abordables, mais ça ne suffit pas. Il est également nécessaire d'élaborer des politiques publiques qui garantissent une nutrition adéquate, en plus de conseils nutritionnels, en se concentrant sur les populations les plus vulnérables », a déclaré Garry Conille, Directeur régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

La situation socioéconomique en Amérique latine et dans les Caraïbes est difficile, elle est encore plus complexe en Haïti notamment à cause de la crise socioéconomique qui affecte durement les plus vulnérables. Toutefois, la FAO continue de se tenir auprès des institutions étatiques directement concernées par la question de la sécurité alimentaire et de la nutrition de la population afin de les accompagner efficacement et durablement dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.



Page de couverture de l' Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Agriculteur inspectant un potager

2 Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), l'Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement (AECID) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) soutiennent l'alimentation scolaire durable à partir d'aliments locaux dans le Sud 'Est.

Selon le manuel de référence de la FAO sur l'alimentation scolaire issue de la production locale, environ 368 millions d'enfants dans le monde bénéficient quotidiennement d'un plat chaud dans leurs écoles, ceci à travers des programmes d'alimentation scolaire. Ils permettent de nourrir les enfants et d'améliorer leur santé, mais ces programmes sont également essentiels pour faciliter l'accès à l'éducation en allongeant la scolarisation et en augmentant l'assiduité qui est un facteur important pour l'achèvement des études. En outre, les bénéfices de l'alimentation scolaire en termes de santé et d'éducation des élèves auront des effets tout au long de leur vie.

D'après l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire en Haïti était de 77 pour cent en 2018. Au-delà de la faible scolarisation, 55 pour cent des enfants décrocheurs vivent dans le monde rural et le département du Sud 'Est, étant l'un des départements le plus enclavé, est très affecté par cette situation. Face à cette problématique, le MARNDR, l'AECID et la FAO ont élaboré le projet d'alimentation scolaire intitulé : « Alimentation Scolaire Durable liée à la Production Agricole Locale ». Mis en œuvre par la FAO avec l'appui technique du Bureau de Nutrition et Développement, le projet touche environ 1 200 élèves dans les communes de Thiotte et de Belle Anse, du département du Sud 'Est. Il vise la diversification du menu scolaire en approvisionnant les cantines scolaires avec des produits nationaux comme des fruits, des légumes, du poisson et de l'haricot. Son originalité réside dans l'alliance établie entre différents partenaires pour améliorer la qualité nutritionnelle du menu scolaire tout en stimulant l'économie locale.

Une autre priorité de ce projet est que les produits qui sont préparés dans les cantines scolaires proviennent

majoritairement d'aliments produits dans la région par des producteurs que la FAO a techniquement appuyés ces dernières années à travers d'autres projets. Les seuls produits qui viennent de l'extérieur sont le sel, l'huile, les épices et le riz, ce dernier cependant de production nationale.

En Haïti, le besoin d'appui aux cantines scolaires est avéré. Le projet permet de renforcer l'assiduité à l'école et contribue à la nutrition des élèves. En effet, l'offre insuffisante de cantines scolaires est une carence identifiée comme un défi important pour les établissements scolaires haïtiens. Un accès des petits producteurs locaux aux marchés de l'alimentation scolaire réduit non seulement la surutilisation de produits importés et représente une opportunité commerciale importante, mais contribue également à encourager la fréquentation et la présence des élèves dans les écoles puisque l'alimentation scolaire agit comme un mécanisme de protection sociale.

Avec les cantines, les enfants bénéficient de produits frais et locaux et d'une opportunité de poursuivre une scolarisation plus régulière avec de meilleurs résultats. De plus, les producteurs agricoles ont un débouché continu et prévisible, donc un revenu stable. Au niveau communautaire, les cantines favorisent l'éducation nutritionnelle et de meilleures habitudes alimentaires basées sur des produits locaux. La participation communautaire, à son tour, améliore la durabilité des programmes.

L'engagement de la communauté dans les cantines est aussi un facteur de durabilité car les écoles et les membres de la communauté bénéficient de soutien pour l'éducation nutritionnelle, à travers des sessions vivantes et des démonstrations culinaires, et de jardins scolaires. Ces derniers constituent des plateformes d'apprentissage pour les élèves pour apprendre comment cultiver des aliments locaux pour bénéficier d'un régime alimentaire sain, améliorer le sol, protéger l'environnement, apprécier les aliments du jardin et être en capacités, pour les grands de répliquer leurs connaissances chez eux dans des jardins maraichers d'arrière-cours.

La FAO invite ses partenaires à continuer à considérer les programmes d'alimentation scolaire comme un investissement à long terme. Ces programmes représentent également une stratégie essentielle pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) en matière de sécurité alimentaire, de nutrition, d'éducation, de santé et d'agriculture de l'objectif 'Faim zéro' en contribuer à surmonter les problèmes d'apprentissage dus à la faim et à la malnutrition et contribuent à réduire les taux d'absentéisme et d'abandon scolaire.

Écoliers bénéficiaires du programme d'alimentation scolaire durable dans le Sud 'Est.

Femmes emballant des semences

3 Soutien de la FAO à la production de semences de qualité en Haïti : Approches des Groupes de Production Artisanale de Semences (GPAS).

Le concept de « Semences de qualité déclarée » (SQD) a été défini comme une stratégie permettant d'accroître l'accès des communautés agricoles à des semences de qualité. La production de ces semences est un enjeu agricole très important pour la FAO. En effet, l'Organisation s'est engagée depuis plus de trente ans à travailler pour l'augmentation du potentiel de rendement des cultures en mettant en place un système de production de semences et matériel végétal de plantation de bonne qualité. Grace à ce système, les pays en développement ont la possibilité d'utiliser au mieux des ressources techniques limitées tout en garantissant un niveau de qualité convenable des semences utilisées par les petits agriculteurs.

Depuis 2008, la FAO, en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), œuvre pour le renforcement de la capacité opérationnelle des Groupements de Production Artisanale de Semences (GPAS). Constitués d'associations de planteurs, sélectionnés par la FAO en collaboration avec le MARNDR, ces groupements bénéficient d'un accompagnement qui contribue à leur structuration pour la production et la commercialisation de semences de qualité en milieu rural. Au sein de ces associations, certains planteurs possèdent déjà une expérience dans la production de semences et l'entretien des terres agricoles et respectent les normes de protection de l'environnement. Ils sont également constitués de femmes et leurs membres sont volontaires pour appliquer les techniques ayant fait leurs preuves pour la multiplication des semences.

Ainsi douze GPAS ont été appuyés dans le Nord' Est dans le cadre de la mise en œuvre du projet intitulé « Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcement de la résilience des populations vulnérables du département du Nord' Est » financé par l'Union européenne.

Pour chaque GPAS appuyé, quinze membres bénéficient d'activités de renforcement de capacités sur :

- Les techniques de production et de protection de semences de légumineuses et de céréales ;
- Les techniques de conditionnement et de stockage de semences ;
- Les techniques de production et protection des boutures de patate douce et de manioc ainsi que des mini-sets d'igname.

Agriculteur membre du groupe de production artisanale de Semences GPAS

Ces formations dispensées par le personnel du Service National Semencier (SNS) du MARNDR, s'appuient sur la méthodologie des « Champs École Paysans (CEP) », qui associent des séances théoriques et des travaux pratiques basés sur des observations dans les champs. Cette méthode est basée sur une approche participative d'apprentissage des adultes qui permet aux agriculteurs de prendre des décisions éclairées sur la gestion de leurs cultures. Pour améliorer leur structuration et la rentabilité de leurs actions, la FAO renforce la capacité de deux à trois membres du comité de gestion de chaque groupement sur : l'organisation d'une entreprise agricole ; la maîtrise des outils de gestion comptable des revenus ; la conception et la gestion des microprojets et des microcrédits ; le marketing ; et la recherche des marchés.

Au début des saisons culturales, le MARNDR et la FAO mettent à la disposition des GPAS de base de première ou deuxième génération pour qu'ils puissent produire des Semences de Qualité. Les techniciens de la FAO et les responsables des Bureaux Agricoles Communaux (BAC) font un suivi rapproché et prodiguent des conseils techniques aux membres des groupements concernés. Des visites de terrain sont menées par le SNS conjointement avec la FAO permettent d'inspecter les parcelles et d'analyser des semences en suivant les normes pour la production de semences de qualité déclarée. Après les inspections, les parcelles qui respectent les normes sont enregistrées dans les rapports d'inspection et suite aux récoltes, elles sont conditionnées et entreposées. Des échantillons sont prélevés par un inspecteur du SNS pour une analyse de la qualité en laboratoire où sera déterminée la pureté spécifique et variétale, le taux de germination et la teneur en eau des semences sélectionnées.

Pour améliorer les capacités des groupements à produire des semences de qualité, la FAO appuie chacun d'entre eux avec des silos de stockage, des bâches pour le séchage, un humidimètre pour le contrôle de la teneur en eau des semences, des sacs d'emballage pour le transport et la commercialisation des semences et des germoirs pour les tests de germination. La distribution de ces matériels est accompagnée d'une formation sur les techniques d'utilisation. Les groupements sont ensuite invités à vendre une partie de leurs semences dans des foires organisées par la FAO et à participer à des appels d'offre lancés par des organisations non gouvernementales ou étatiques.

À date, la FAO a encadré un total de 160 GPAS pour la production de Semences de Qualité Déclarée dans tous les départements du pays. Le renforcement de ces groupements facilite l'accès des agriculteurs à une gamme diversifiée de semences qui peuvent soutenir leurs moyens de subsistance et contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Groupe de femmes labourant un champ

4 L'approche des « clubs Dimitra » et des Caisses de résilience de la FAO en Haïti.

Les clubs Dimitra sont des groupes de femmes, d'hommes ou de jeunes – mixtes ou non – qui décident de s'organiser pour agir ensemble sur leur propre environnement. Ils se réunissent régulièrement pour discuter des problèmes auxquels ils sont confrontés dans leur vie quotidienne, pour prendre des décisions et passer à l'action afin de les résoudre.

Mis en place depuis près d'une décennie dans 15 pays essentiellement d'Afrique subsaharienne, mais aussi en Asie et en Amérique latine. Ils se sont intégrés dans les communautés avec succès. Aujourd'hui, on compte plus de 8 400 clubs Dimitra et pas moins de 250 000 personnes ont adhéré à cette vision, dont 60 pour cent de femmes.

Au niveau mondial, selon le Global report on food analyses 2022, huit pays ont au moins 30 pour cent de leur population analysée en insécurité alimentaire sévère, phase trois du Cadre intégré de la classification de la sécurité alimentaire (IPC)[1] en 2022 ; Haiti est classée en cinquième position après le Soudan du Sud, le Yémen, la République centrafricaine et l'Afghanistan.

Le dernier rapport de l'IPC publié en mars 2023 par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) couvrant la période allant de mars à juin 2023 a estimé que 49 pour cent de la population haïtienne avait besoin d'une action urgente. Sur les 32 zones analysées, le département du Nord 'Est a été retenu comme étant en phase 4 soit en situation d'urgence. C'est dans ce contexte de crise que la FAO accompagne le gouvernement haïtien, à travers les clubs Dimitra et « les Caisses de résilience », dans le processus de relance des activités communautaires ayant un impact sur le secteur agricole.

Cette approche novatrice est mise en œuvre à travers le projet : « Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcement de la résilience des pop-

1 Comprendre les échelles de l'IPC https://bit.ly/3FvalhY

ulations vulnérables du département du Nord 'Est », financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par la FAO en étroite collaboration avec le MARNDR et en partenariat avec l'Alliance des Professionnels Haïtiens pour Appuyer le Développement Durable (APRHADD), un partenaire local.

Deux spécialistes du siège de la FAO, Madame Christiane Monsieur, Coordinatrice du programme des Clubs Dimitra et Monsieur Ali Abdoulaye, spécialiste de la mobilisation communautaire et de l'approche des Clubs Dimitra, ont conduit le lancement des clubs et formé une vingtaine de personnes d'horizons variés sur les principes et le fonctionnement des clubs afin qu'ils deviennent des facilitateurs dans les communautés :

« Les Clubs Dimitra se sont imposés partout comme l'une des approches phares de la FAO en termes d'engagement communautaire, d'égalité des sexes et d'autonomisation, a affirmé Christiane Monsieur lors du lancement, en janvier 2023. À travers cette collaboration, les parties prenantes soutiennent la mise en place de 70 Clubs Dimitra dans les sections communales de Fort-Liberté, Ferrier, Ouanaminthe et Perches. Les clubs Dimitra apportent un nouveau soufflent à l'engagement communautaire. Ils sont implémentés conjointement avec les caisses de résilience qui sont des outils qui permettent de relier l'assistance humanitaire de court terme au développement durable à moyen et long terme en soutenant les ménages vulnérables par la distribution d'intrants, tout en renforçant leurs capacités techniques et en améliorant leur accès aux ressources financières. Approche essentielle dans la lutte pour surmonter les inégalités croisées (inégalités liées à différents facteurs tels que le genre, la race, l'ethnicité, etc.) et les schémas de marginalisation qui existe dans la société haïtienne, les clubs Dimitra invitent les femmes, les hommes et les jeunes ruraux à apporter des contributions essentielles aux problèmes du secteur agricole, de l'économie, de la sécurité alimentaire, du changement climatique, du genre. Ils peuvent ensemble déterminer des priorités communes et identifier des solutions en faveur du développement, de la transformation et de la croissance de leurs communautés. Les Clubs Dimitra sont des espaces de discussion et d'action collective qui encourage les partenariats avec les stations de radio locales, qui suscitent le dialogue et la duplication des expériences dans d'autres communautés.

Les associations communautaires existent déjà en Haïti à travers certains groupements de types : Escouade ; Colonne ; Corvée ; Konbit ; et Ranpanno. Toutefois, les Clubs Dimitra apportent à la fois une revitalisation de ces logiques et un nouvel outil aux communautés rurales. Ils permettent aux communautés de décider de leur choix de développement, d'améliorer leurs conditions de vie en comptant sur leurs ressources, talents et capacités, ce qui leur permet de se réapproprier de leur rôle de véritables agents de changement dans le monde rural.

Agriculteurs et agricultrices ensemençant un champ

Porcelet dans une porcherie en plein air

5 La FAO et le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), s'engagent dans la lutte contre la Peste Porcine Africaine (PPA) en Haïti.

La Peste Porcine Africaine (PPA) est une maladie virale grave du porc qui peut provoquer de la fièvre, des hémorragies internes et des taux de mortalité élevés. Elle est très contagieuse et peut se propager entre les porcs, par contact direct ou indirect avec d'autres porcs ou produits porcins infectés. La PPA est une maladie transfrontalière à haut risque de dissémination. Il n'y a actuellement pas de traitement ni de vaccin contre cette maladie.

La PPA a été confirmée en Haïti en septembre 2021 à Anses à Pitres du département du Sud 'Est d'Haïti suite à des prélèvements effectués un mois plus tôt dans une ferme d'Anse-à-Pitre, une commune. La PPA n'est pas une maladie zoonotique c'est-à-dire qu'elle n'affecte pas directement les humains ; elle a un impact très élevé sur l'ensemble de la chaîne de valeur porcine et donc la Sécurité Alimentaire et les moyens de subsistance. Comme aucun vaccin, ni traitement n'existent pour la PPA, seules les bonnes d'élevage et les mesures de biosécurité sont nécessaires pour minimiser le risque d'introduction du virus. La santé et le bien être animalier faisant parti des champs d'intérêts de la FAO, l'Organisation prend à cœur tout risque et/ou exposition d'animaux à des maladies ou des situations pouvant impacter leurs vies.

En avril 2022, la FAO a obtenu un financement étendu de la part du Bureau pour l'assistance humanitaire (Bureau for Humanitarian Assistance en anglais, BHA), une branche de l'agence américaine pour le développement international (U.S. Agency for International Development, USAID), pour la mise en œuvre d'une quatrième phase du projet de « Renforcement global de la coordination des urgences de santé animale présentant une menace au niveau international ». Grâce à ces moyens additionnels, l'Organisation a pu lancer, depuis juillet 2022, un programme de lutte régional contre la Peste Porcine Africaine en Amérique latine et dans la région des Caraïbes. En Haïti, le projet African Swine Fever/ASF-BHA qui vise à limiter l'impact de la PPA se concentre sur :

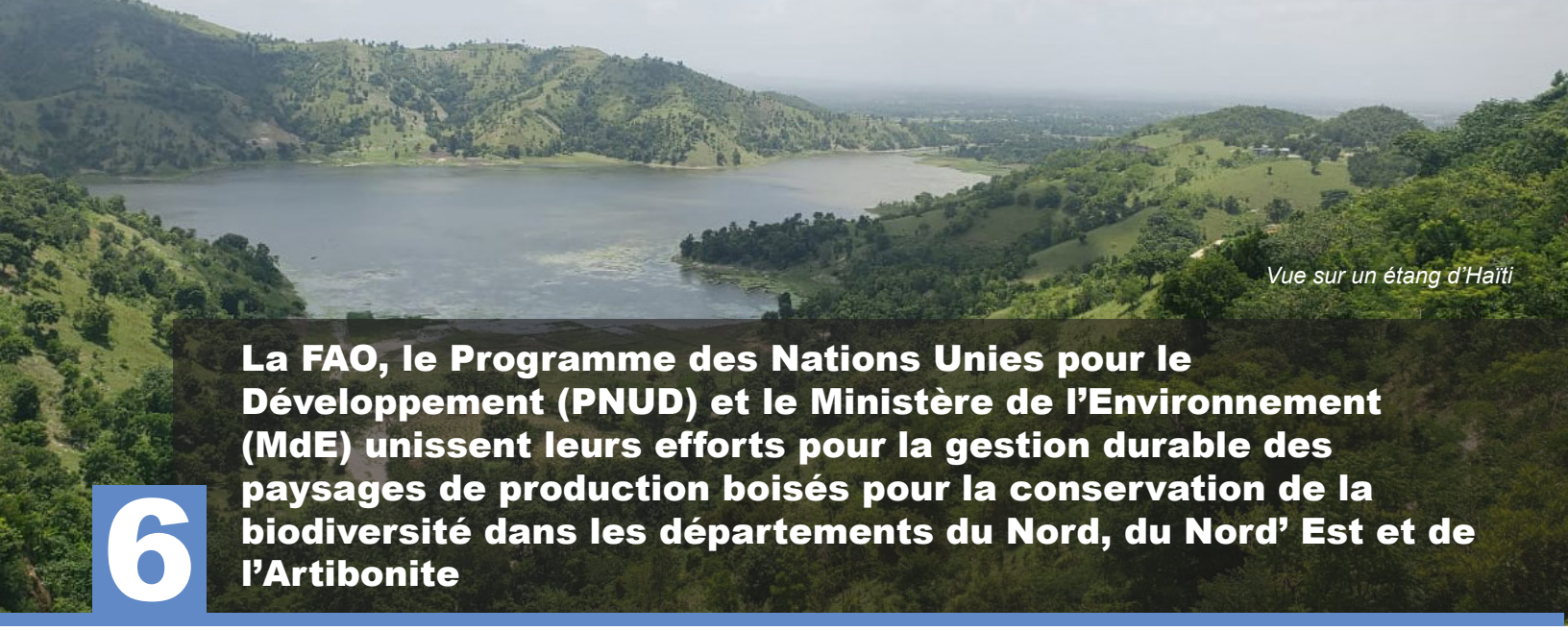
- La protection des moyens d'existence ;
- La communication sur les risques associés à l'épidémie ;
- Le renforcement des capacités des parties prenantes/concernées.

Ces activités viennent en appui aux efforts investis par le MARNDR à travers son Unité de Protection Sanitaire (UPS), dans le cadre de l'implémentation de son Plan National d'Éradication et de Lutte contre la PPA. Après quelques mois de mise en place consacrés au recrutement de son équipe, à la conception des études à mener et à la définition du matériel de communication/formation à produire ainsi qu'à l'acquisition de divers équipements/services nécessaires à sa mise en œuvre, le projet est en train de procéder à la conduite de deux enquêtes (Baseline et Risk Characterization surveys) visant à caractériser l'impact de la PPA sur les éleveurs, tout en identifiant les futurs bénéficiaires d'assistance à la diversification de leurs moyens d'existence au travers de distribution de noyaux d'élevage caprins.

C'est dans ce contexte que plusieurs réunions de concertation ont été réalisées entre la FAO et l'UPS afin de préciser le ciblage d'interventions prioritaires (Département du Nord' Est) et d'examiner les diverses modalités envisageables d'appui aux efforts du Ministère de l'Agriculture dans sa lutte contre la PPA. Le projet s'est également engagé dans une approche de mise en réseau d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) ayant des compétences avérées dans le domaine des productions et de la santé animale en vue d'élargir sa couverture nationale en matière de sensibilisation/formation aux risques liés à la PPA. Une campagne de communication radiophonique complétera ce dispositif pour maximaliser l'impact potentiel du projet.

Pour une meilleure coordination des appuis dans le cadre de l'implémentation de ce plan d'action, la FAO a été désignée par les organisations techniques internationales (Organisation Internationale Régionale pour la Protection des Plantes et la Santé Animale - OIRSA, Institut Inter-Américain de Coopération pour l'Agriculture - IICA, Organisation Mondiale de la Santé Animale - OIE) intervenant dans la matière comme l'agence responsable de la coordination de leurs activités en Haïti, de façon à maximiser l'impact de leur support au Gouvernement. La FAO Haïti continue d'appuyer le MARNDR dans la mise en œuvre de ce Plan et dans la mobilisation de fonds pour lutter contre la PPA.

Groupe de vétérinaire et de technicien travaillant dans la lutte contre la PPA



Vue sur un étang d'Haïti

6 La FAO, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Ministère de l'Environnement (MdE) unissent leurs efforts pour la gestion durable des paysages de production boisés pour la conservation de la biodiversité dans les départements du Nord, du Nord' Est et de l'Artibonite

La République d'Haïti a reçu un financement à travers le PNUD, agence des Nations Unies accréditées auprès du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) pour la mise en œuvre du projet: Gestion durable des paysages de production boisés pour la conservation de la biodiversité au niveau de 16 communes dans les départements du Nord, du Nord-Est et de l'Artibonite. Ce projet a été conçu dans le but de freiner le processus de dégradation des paysages de productions et de concilier les enjeux environnementaux et économiques à travers une bonne gestion des systèmes agroforestiers de la région suivant l'approche paysages productifs durables. La biodiversité, fondement de la base de production, sera conservée et améliorée dans tous ses aspects.

Approuvé en septembre 2021 par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), le projet a été lancé virtuellement en novembre 2022 en raison des contraintes majeures liées à la situation de sécurité. Le lancement opérationnel a été réalisé par le MdE et la FAO durant la mission qui s'est déroulée du 24 Janvier au 03 février 2023 dans le département du Nord. Des rencontres d'informations ont été organisées avec les parties prenantes autour de la mise en œuvre du projet dans diverses communes d'intervention.

Ainsi, des échanges ont été réalisés avec les Directeurs départementaux des Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement du Nord, du Nord 'Est, les responsables des bureaux agricoles des communes de plaisance, de Petit Bourg de Borgne, de Port-Margot, de Sainte Suzanne, de Mont-Organisé, de Carice, de Mombin Crochu et de Vallières en vue de discuter du projet, de son alignement sur les priorités du Gouvernement au niveau des départements du Nord et du Nord 'Est, et de l'approche qui sera adoptée dans le processus de mise en œuvre du projet.

Les communes ciblées ont été visitées et plusieurs réunions ont été organisées avec des structures organisationnelles dans les communes de Vallières, de Mombin Crochu, de Carice, de Mont Organisé, de Baron et de Dondon pour la présentation du projet où des Maires, des représentants des Conseil d'Administration de la section communale et des responsables de coopératives et d'Organisations Communautaires de Base (OCB) ont participé.

Dans le cadre de cette visite, les organisations suivantes ont été rencontrées : la Fédération des Coopérations Cacaoyères du Nord (FECCANO) à la Plaine du Nord ; la Coopérative Agricole des Frères Unis de Petit-Bourg de Borgne (CAFUPBO) ; la Coopérative Agricole des Planteurs Unis de Port-Margo ; la Chambre Agricole de Plaisance (CHAP) ; la Coopérative Agricole Jean Baptiste Chavannes (CAJBC) ; la Sosyete Koperativ Agrikòl Tibo (SOKAT) et la Koperativ Agrikòl Travayè Montay Nwa (KOATAM). Des réunions communautaires ont été réalisées.

Les discussions réalisées avec les parties prenantes, sur le projet ont permis de comprendre la nécessité de dialoguer de manière continue avec les différents acteurs impliqués au niveau des communes d'intervention. Ceci permettra une mise en œuvre efficace d'actions pertinentes devant renforcer la restauration et la conservation de la biodiversité dans les différentes communes d'intervention du projet.

Rubrique Évènements

Rencontre avec le Ministre de l'Environnement

De gauche à droite: Le Ministre de L'Environnement, M. James Cadet, le Représentant de la FAO, M. José Luis Fernandez et le Chef de programme M. Patrick David

Le Représentant de la FAO, Monsieur José Luis Fernandez et le Chef de programme, Monsieur Patrick David, ont rencontré, à deux reprises, le Ministre de l'Environnement, Monsieur James Cadet, pour discuter du partenariat entre le MdE et la FAO, et du renforcement de cette collaboration.

Ils se sont entretenus, entre autres, sur : le changement climatique ; le Fonds Vert pour le Climat (FVC); la dégradation des terres ; le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) ; l'opérationnalisation des centres de germoplasme de Lévy (département du Sud), de Fond des Nègres (département des Nippes), et de Marfranc (département de la Grand 'Anse).

2023 : Année internationale du Mil

Grains de mil presentes par un agriculteur

L'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré l'année 2023 « Année internationale du Mil » (#IYM2023). En collaboration avec d'autres organismes et organes compétents du système des Nations Unies, la FAO travaille activement à la mise en œuvre d'activités liées à cet événement.

Cette année est l'occasion de mettre cette céréale en vedette et de faire mieux connaître les possibilités qu'elle offre, tout en dirigeant l'attention des politiques sur ses bienfaits au regard de la nutrition et de la santé, ainsi que sur la capacité de cette plante à pousser dans des conditions climatiques difficiles et instables.

L'Année internationale du Mil fera la promotion d'une production durable du Mil et défendra la nécessité d'améliorer l'efficacité de la chaîne de valeur.

Participation de la FAO au lancement par le Premier Ministre du Sous-Programme sectoriel d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

SEM M. Ariel Henry, Premier Ministre d'Haiti

Le Représentant Adjoint de la FAO, Monsieur Patrick David, a participé au lancement du Sous-Programme sectoriel d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce programme, lancé par le Premier Ministre Son excellence Ariel Henry, en présence de nombreux ministres, y compris le ministre du MARNDR, le MCFDF et le Ministre de l'environnement. Le sous-programme vise l'augmentation de la disponibilité alimentaire et l'amélioration de l'accès aux aliments.

Restitution de l'étude « Nexus entre l'instabilité et l'insécurité alimentaire en Haïti »

Femme tenant un enfant dans ces bras

La restitution virtuelle de l'étude « Nexus entre l'instabilité et l'insécurité alimentaire en Haïti » a eu lieu le 13 janvier. Cette étude a été commanditée par le PAM et de la FAO, avec le soutien du Réseau mondial contre les crises alimentaires (GNAFC).

Cette étude a été réalisée pour approfondir la compréhension du secteur humanitaire de la sécurité alimentaire sur l'interaction entre le développement rural, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, d'une part, et les crises sociopolitiques dominantes, d'autre part.

L'étude visait aussi à informer les processus de planification nationale et à contribuer à l'identification de points d'entrée pour l'engagement politique avec les parties prenantes impliquées dans le développement agricole et la sécurité alimentaire/nutritionnelle d'Haïti.

Journée Internationale de la femme : La FAO répond présent.

Photo de groupe réalisée lors de la commémoration de la journée du 8 mars par le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femme (MCFDF) en Présence de S.E.M. Ariel henry

La FAO a participé à la commémoration de la journée du 8 mars organisé par le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femme (MCFDF) sous le thème : “Pour un monde digital inclusif : innovation et technologies pour l’égalité des sexes.

Mettre en évidence les technologies inclusives et transformatrices et une éducation numérique en faveur des femmes et des filles est un des points forts soulignés par le thème du 8 mars 2023.

Cette journée nous rappelle la nécessité de nous engager pour l’égalité des sexes et pour la progression des droits des femmes et des filles en Haïti.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Bureau de la Représentation de la FAO en Haïti
Tel : +509 29 41 03 11 / E-mail : Fao-ht@fao.org
Site web : http://www.fao.org/haiti/fr
Twitter : @FAOHaiti
José Luis FERNANDEZ, Représentant